



Mairie de Montrottier
69770 MONTROTTIER

AOT V – 23 045

ARRÊTÉ D'OCTROI D'UNE PERMISSION DE VOIRIE

**ENEDIS – SECURISATION RESEAU ELECTRIQUE – RUE DE L'INDUSTRIE –
DU 09/05/2023 AU 07/06/2023**

Le Maire de la commune de Montrottier (Rhône),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.113-2, L.141-1 et suivants et R.141-13 à R.141-21,

Vu la demande du 17 avril 2023 formulé par ENEDIS DRSIR – représenté par Stéphane COUZON, AGENCE RACCORDEMENT PRNI, 7 bd Pacatianus CS 208, 38217 VIENNE CEDEX, afin d'être autorisé à occuper une partie de la voie publique située à «166 Rue de l'Industrie » appartenant au domaine public communal de voirie et à y effectuer des travaux de sécurisation de l'alimentation électrique de la société Eaton, terrassement et pose de 1400 mètres de réseau HTA souterrain.

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} : ENEDIS DRSIR AGENCE RACCORDEMENT PRNI est autorisé à occuper la partie de la voie publique « 166 rue de l'Industrie », figurant aux plans annexés au présent arrêté et à y effectuer des travaux de sécurisation de l'alimentation électrique de la société Eaton, terrassement et pose de 1400 mètres de réseau HTA souterrain : tranchée longitudinale de 700 mètres sous voirie et 400 mètres sous accotement ou trottoirs ; tranchées transversales de 50 mètres sous voirie et 50 mètres sous accotement ou trottoirs, conformément aux tracés figurant aux plans susmentionnés.

ARTICLE 2 : L'installation et ses abords devront être tenus en constant état de propreté. Les déchets de toute natures ne devront, en aucun cas, être jetés sur la voie publique.

ARTICLE 3 : Sont prohibées toutes installations malpropres, rudimentaires, inesthétiques ou de nature à nuire au bon aspect de la voie publique ainsi que les installations qui ne présenteraient pas toutes les garanties de sécurité, de solidité ou de stabilité nécessaires,

ARTICLE 4 : Le présent permis est accordé pour une durée de 30 jours du 09 mai 2023 au 07 juin 2023.

ARTICLE 5 : La présente autorisation pourra être retirée à toute époque et notamment lorsque l'intérêt public l'exigera, en cas de non-respect de l'une des dispositions de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et transmis à la Gendarmerie de Saint Laurent de Chamousset.

Fait à Montrottier, le 17 avril 2023,

Le Maire,

Michel GOUGET.



Le présent arrêté peut être contesté par le biais d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.